

Forum : Forum sur la liberté d'expression et le droit à l'information

Thématique : Assurer la liberté d'expression et une information fiable

Nom du/de la citoyen.ne : Sarah Argod

Situation familiale ○ Marié/en couple ○ Célibataire ○ Avec enfants, si oui combien : 2	Niveau d'étude ○ Primaire ○ Secondaire ○ Universitaire
---	---

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet dans votre vie personnelle et professionnelle ?

Cuba se situe 173^{ème} de l'indice mondial de "liberté de la presse mondiale", soit dans le tiers inférieur. Cela se ressent beaucoup dans nos vies quotidiennes à Cuba. Dans un contexte de forte contraction économique, dont nous, habitants, ne connaissons d'ailleurs pas la réelle étendue, les nombreuses contestations sont de plus en plus fortement réprimées. Mes filles participent à toutes les grèves universitaires pour protester contre la flambée des tarifs d'internet imposés par l'opérateur public *Etecsa*, ce qui m'inquiète toujours étant donné que celles-ci se soldent généralement par de violentes arrestations. Nous sommes également surveillés en permanence par les Comités de Défense de la Révolution (CDR) ; ainsi, la politique est devenue un sujet à éviter même avec mes plus proches amis ou ma famille. Ce climat de méfiance, l'incertitude permanente, et l'autocensure provoquent en nous tous un sentiment d'impuissance collective, très frustrant pour la jeunesse en particulier. Mes filles prévoient déjà de quitter le pays dès leurs études terminées malgré le fait que je les avertisse des dangers de la migration et de l'incertitude d'être accueillies ailleurs.

De plus, je suis journaliste pour un petit média indépendant à La Havane et je vis chaque jour dans la peur d'être surveillé, arrêté ou réduit au silence simplement pour avoir fait mon travail : écrire la vérité. Depuis plusieurs années déjà, tous les médias sont contrôlés par l'État, et je travaille dans la clandestinité. Trouver des informations fiables est un combat quotidien : beaucoup de sites sont bloqués, les données officielles sont manipulées, et les VPN sont chers et risqués. Je reçois des menaces, je dois coder mes messages, cacher mes sources, protéger mes collègues. Mes reportages peuvent me valoir des amendes, des coups ou même la prison. Je sais que des amis journalistes ont été condamnés pour avoir publié des vidéos de manifestations. A tout cela s'ajoutent des difficultés techniques, comme les coupures électriques massives devenues habituelles, parfois jusqu'à 20 h par jour,

m'empêchant tout accès à internet ou simplement de recharger mon ordinateur de travail. Malgré tout, je continue, car informer est vital pour que les Cubains sachent ce qui se passe vraiment. Je suis sans cesse partagé entre ma volonté de protéger ma famille et celle de diffuser la vérité au risque de tout perdre. Chaque article est dangereux pour moi, un seul mot pourrait me coûter la vie.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

Pour rétablir un accès à l'information fiable, il faut selon moi impérativement abolir le monopole d' *Etecsa*, l'opérateur d'État, et permettre l'entrée de fournisseurs privés ou coopératifs. Cela donnerait un accès internet à une plus large population grâce aux prix plus bas de la concurrence, ainsi qu'un contrôle de l'état moins direct et donc une information de source plus libre.

Interdire le blocage arbitraire de sites d'information, réseaux sociaux ou médias étrangers, ainsi que les coupures d'électricité injustifiées est également primordial pour stopper l'isolement des Cubains vis-à-vis du monde.

Il me semble qu'un engagement de Cuba sur la scène internationale apporterait plus de crédit à ses lois nationales, ainsi il est nécessaire de signer et ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), qui inclue la liberté d'expression et la protection contre la surveillance arbitraire.

Enfin, il est essentiel de décriminaliser les journalistes indépendants, de reconnaître légalement les médias privés en leur donnant un statut officiel, de créer un registre des journalistes accessible à tous protégeant leur droit d'enquêter et de publier, de supprimer les amendes et peines de prison pour les journalistes qui travaillent hors du système d'État. Tout cela dans l'optique de restaurer peu à peu le droit à la liberté d'expression et de lutter contre la désinformation que subit notre population. Cela, ne va pas sans la création d'une loi visant à la protection des journalistes et défenseurs des droits humains qui devrait être mise en place à travers une assistance juridique gratuite, des dispositifs d'urgence en cas de menaces ou encore des sanctions pénales pour toute intimidation ; en nous inspirant par exemple du Mécanisme de protection des journalistes mis en place au Mexique en 2012.